

LES COMMUNISTES ALGÉRIENS DANS LA GUERRE DE LIBÉRATION

La guerre de libération nationale menée par le peuple algérien contre l'occupation coloniale française a été dirigée par le Front de Libération Nationale (F.L.N.) et son organisation militaire, l'Armée de Libération Nationale (A.L.N.). Les fondateurs du FLN sont un groupe de militants nationalistes organisés dès le printemps 1954 dans un Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (C.R.U.A.). En décidant du déclenchement de l'insurrection, ils apportaient la réponse adéquate au problème posé par la crise et la division du principal mouvement nationaliste (le PPA-MTLD) et, par implication, au problème plus grave posé par le blocage du processus de rassemblement de tous les partis nationaux dans un Front pour l'Indépendance. Ils répondaient ainsi à l'exigence alors mûre, au plan des rapports de force internationaux (notamment : victoire de Dien Bien Phu, insurrections au Maroc et en Tunisie...) et au plan de la conscience des masses (illustrée par une poussée des grèves et des luttes unitaires en 1953-54), du passage du mouvement national à une forme supérieure de sa lutte libératrice. L'expérience des décennies précédentes avait en effet montré que le colonialisme n'était pas réformable et ne pouvait être supprimé par la voie politique "légale", parlementaire, pacifique. Seul restait le recours à la violence révolutionnaire légitime.

Une année et demie après le déclenchement de la lutte armée, tous les partis nationaux avaient rejoint, sous des formes diverses, le combat dirigé par le F.L.N. Seul le M.N.A, représentant la branche messaliste du P.P.A.-M.T.L.D. lors de la scission de 1953, resta à l'écart de cette union nationale et s'opposa même au F.L.N. par la violence avant de sombrer dans la collaboration avec le colonialisme. La participation du Parti Communiste Algérien (P.C.A.) à cette grandiose épopée d'affirmation nationale du peuple algérien à travers la lutte armée, a revêtu quant à elle une forme originale.

■ LE P.C.A À LA VEILLE DE LA GUERRE

Le P.C.A avait été fondé en 1936, succédant ainsi à l'ancienne région d'Algérie du P.C.F. Mais ce n'est qu'après 1946 qu'il affirma sa ligne nationale. Certes, les communistes sont les premiers, dès le début des années vingt, soit à Alger, soit à Paris au sein de l'Etoile du Nord Africain (E.N.A.), à brandir le mot d'ordre d'Indépendance. Mais les fluctuations de la ligne générale de l'Internationale et celles du P.C.F., à une époque où émergeait le danger du fascisme, ont retenti négativement sur les positions de l'organisation communiste en Algérie. Une tendance réformiste vis-à-vis de la question nationale et de l'indépendance s'est ainsi développée, confortée par les orientations suivies par les

partis bourgeois réformistes (Fédération des Elus-UDMA, Association des Oulémas) et elle s'est cristallisée dans l'organisation du parti du fait surtout de la composition ethnique de ce dernier. Une grande partie des adhérents du P.C.A. était en effet d'origine européenne dans les années quarante. Elle penchait en majorité plus vers une réforme du système colonial, dans l'attente de l'instauration du socialisme en France même, que vers un anti-colonialisme de rupture basé sur la conscience nationale de l'exigence d'une Algérie indépendante. Au mieux, cette indépendance était vue comme le lointain aboutissement d'un processus de formation de la Nation Algérienne destiné à fusionner les divers groupes

ethniques présents en Algérie. Cette théorie formulée à la fin des années quarante par le P.C.F. et prise en charge par le P.C.A., masquait le clivage fondamental opposant le peuple algérien (arabo-berbère et musulman) au colonialisme français.

Cependant à partir de 1946, la ligne nationale du P.C.A. s'est affirmée. De nombreux communistes d'origine européenne y ont d'ailleurs pleinement adhéré, donnant ainsi la priorité à la dimension anti-colonialiste et patriotique de leur engagement. La base et la direction du parti s'algérianisaient rapidement au point qu'au 6e Congrès de 1952 (au cours duquel le Rapport du 1er Secrétaire Larbi Bouhali, est intitulé : "Action unie sur le sol national pour une Algérie libre et indépendante"), on compte au Comité Central trente Algériens sur quarante-sept membres et au Secrétariat trois sur cinq. En 1954, les deux tiers des adhérents sont d'origine algérienne. Le parti a une bonne implantation chez les cheminots, les mineurs, les dockers, les travailleurs des services communaux ; ses organisations rurales, parmi la paysannerie, sont actives dans l'Algérois, le Tlemcenois, les Aurès... ; son influence est importante parmi les intellectuels, les étudiants.

À la veille de 1954, le P.C.A. est dans l'ensemble dans une phase d'essor et il est entreprenant dans les efforts en vue de l'union patriotique dans un Front National Démocratique, à la constitution duquel il appelait solennellement le 1er novembre 1953. Pourtant, malgré ces progrès, un certain "attentisme" continue de marquer sa démarche. Le parti a conscience, en 53-54, que le mouvement national est à un "tournant", mais il continue à n'envisager que la seule hypothèse de l'union politique formalisée entre les partis nationaux. En vérité, ce "piétinement" caractérise aussi l'attitude des directions des autres partis, y compris du P.P.A.-M.D.L.D. qu'une concurrence et une rivalité anciennes opposent au P.C.A. et qu'inquiètent les initiatives entreprenantes des communistes en vue de l'union. En définitive, la solution viendra du côté d'une avant garde nationaliste qui était depuis la fin des années quarante, au sein de l'Organisation Spéciale (O.S.) du PPA, en état de rupture avec le colonialisme.

Le PCA n'a donc pas été l'initiateur de la lutte armée libératrice, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays colonisés, en particulier en Indochine.

■ LES DÉBUTS DE LA GUERRE DE LIBÉRATION

Très vite après le déclenchement de l'insurrection et alors même que l'identité de ses initiateurs n'était pas connue, le PCA a perçu la signification de l'événement et s'est engagé dans la perspective qui s'ouvrait en apportant, sous des formes diverses, son soutien aux combattants des maquis.

Dès le 2 novembre, le PCA est le seul parti, à prendre position publiquement par une déclaration de son B.P. qui contient une justification implicite des événements de la veille.

La direction du parti tente d'établir le contact avec les dirigeants du FLN mais n'y parvient pas. Cela explique que le parti décide, au cours d'une réunion de son Comité Central en juin 55, de s'engager directement lui-même dans la lutte armée. Deux mois après, les autorités coloniales interdisent le PCA (septembre 1955) et en profitent pour opérer une vague d'arrestations dans ses rangs, qui envoie des cadres et militants en prison et dans les camps pour plusieurs années. Ils y retrouvent des militants d'autres partis, surtout du PPA-MTLD (interdit le 5 novembre 1954).

L'interdiction ne surprend pas le PCA qui s'y était préparé. Grâce à son imprimerie clandestine, sa presse continue à être publiée; une direction clandestine procède à la mise en place de l'organisation militaire : Les Combattants de la Libération (CDL).

Au cours du printemps 1956, à Alger, Blida, Oran et d'autres localités, les groupes communistes passent à l'action / sabotages, attentats. Des membres du Comité Central, (leaders paysan, ouvriers et intellectuels) intégreront les groupes armés de l'ALN, dans la région de Tlemcen, dans les Aurès et dans l'Algérois.

C'est la période où la propagande colonialiste développe la thèse de l'insurrection dirigée par les communistes ou de la collusion FLN-PCA. Elle exploite à cette fin l'action menée à Alger par un CDL, F. Yveton qui sera rapidement condamné à mort et exécuté "pour l'exemple"; elle croira enfin trouver une confirmation de sa thèse dans une opération réalisée, en avril 56, qui aura un retentissement considérable sur l'opinion publique et dans l'évolution des rapport FLN-PCA. Il s'agit du vol d'un important lot d'armes par un militant communiste, l'aspirant Henri Maillot. Une partie de ces armes équipera le maquis des

CDL implanté dans l'Ouarsenis, dirigé par A. Boudiaf et M. Sadoun, (membre du C.C. et qui deviendront officiers de l'ALN). Un lot d'armes est remis à des unités de l'ALN.

■ L'ACCORD FLN-PCA

A la suite de cette action, le contact est enfin établi entre le FLN et le PCA et plusieurs rencontres vont se dérouler au plus haut niveau entre d'un côté, B. Hadj Ali et S. Hadjerès et de l'autre, Abbane Ramdane et B. Benkhedda.

Le PCA souhaitait participer au Front en tant que parti tandis que le FLN entendait pour sa part être le seul cadre et l'unique dirigeant de la lutte armée; il exigeait la dissolution des partis et l'intégration individuelle de leurs militants au FLN/ALN, ce qui a été acquis d'ailleurs avec les autres partis. Face à ce désaccord, il a été convenu "1) que les groupes de CDL s'intègrent dans l'ALN et acceptent le contrôle du FLN; 2) que les communistes, déjà dans l'ALN ou qui en feront partie n'auront plus de liens organiques ou de liens politiques organisés avec le PCA jusqu'à la fin de la lutte armée de libération, sans toutefois renoncer à



Entrée de l'ALN à Alger en 1962

Jean Pierre LAROCHE

leur idéal et à leur conviction politiques”.

Le PCA justifiait la volonté de son maintien en tant qu'organisation autonome par la nécessité pour lui, parti de la classe ouvrière et du socialisme, de préserver les possibilités de poursuite ultérieure de la lutte pour la libération sociale.

A partir de cet accord, une nouvelle phase s'ouvre pour l'action des communistes algériens. Les combattants armés seront désormais, aux côtés de leurs frères de lutte au sein de l'ALN. Un grand nombre d'entre eux tombera au combat (4 membres du C.C. sur 8). D'autres accéderont à des postes de responsabilité. Trente neuf membres du PCA deviendront officiers et commissaires politiques de l'ALN (1).

Malheureusement, pour un certain nombre de communistes le sort sera plus difficile et, dans bien des cas, tragique. Selon les régions, selon les responsables, ils ont dû souffrir de discriminations motivées par l'anticommunisme. Certains ont été désarmés et relégués à des tâches d'intendance, en dépit de leurs compétences.

D'autres ont été envoyés dans des missions suicides. Dans certains endroits, ils ont été payé de leur vie l'étroitesse d'esprit, le fanatisme de certains responsables. Ces faits dramatiques - dont ont d'ailleurs été victimes d'autres que les communistes - s'expliquent principalement par les préjugés de maquisards d'origine rurale, peu enclins à accepter, y compris chez leurs frères de combat, des différences politiques et idéologiques, voire ethniques, dans un contexte d'affrontement sanglant avec le colonialisme. Mais une part de responsabilité revient aux dirigeants politiques du FLN qui, dans leur désir de se démarquer des communistes (le "Programme" du FLN adopté en août 56 au Congrès de la Soummam recommande de "maintenir l'influence communiste dans un cocon de chrysalide") n'ont pas veillé à assurer une application correcte des accords de juillet 56.

Parallèlement et en soutien à l'action du FLN/ALN, la direction du PCA, qui est restée durant toute la durée de la guerre en clandestinité sur le sol national, a été la source d'une activité politique d'envergure. Une Délégation Extérieure du PCA a quant à elle organisé la solidarité internationale à la révolution algérienne, en particulier de la part des pays socialistes. Dans les prisons, dans l'émigration algérienne en France, les communistes contribueront, aux côtés des autres militants, à donner une ampleur internationale à la dénonciation des crimes colonialistes.

La direction du PCA a procédé, en particulier dans un "Essai sur la Nation algérienne" (1958) à une analyse autocritique de la théorie de la "Nation en formation" héritée du

PCF, visant ainsi à se débarrasser, dans le feu de l'action nationale libératrice, des entraves réformistes et euro-péo-centristes.

Durant toute cette période, le PCA ne s'est pas départi de la position adoptée dès les débuts de la guerre : soutien au FLN/ALN, puis ensuite et en prolongement, au G.P.R.A., seul interlocuteur valable pour les négociations avec la France, y compris au moment où cette dernière tentait d'ultime manœuvres, dans lesquelles a marché le MNA, visant à susciter d'autres interlocuteurs.

Les communistes algériens n'ont été, au bout du compte, ni les dirigeants de la guerre de libération, comme l'ont soutenu des voix intéressées, ni les "absents" dans cette épopée grandiose et tragique. Ils ont apporté leur part, en tant que patriotes socialistes, à la libération de leur pays.

Le meilleur témoignage de la justesse et de la fécondité de leur action est venu après l'Indépendance, lorsque des jeunes en grand nombre (étudiants, ouvriers), ainsi que des djounouds et officiers de l'ALN, revenus à la vie civile, ont rejoint leurs rangs. Pourtant en novembre 1962, quatre mois après la proclamation de l'Indépendance, le PCA est de nouveau interdit. Une nouvelle phase s'ouvre pour l'action des communistes algériens... mais ceci est une autre histoire ■

Omar LARDJANE (le 07.11.91)

(1) voir le livre de Hafid Khatib (références ci-après)

QUELQUES OUVRAGES DE RÉFÉRENCE :

La guerre d'Algérie
sous la direction d'H. Alleg. Temps Actuels, 1981, 3 tomes

La guerre commence en Algérie
de Mohammed Harbi. Edition "Complexe", 1984

L'Algérie en guerre
de Mohamed Téguia. Office des Publications Universitaires (OPU, Alger, (sans date)

L'Algérie en armes ou le temps des certitudes
de Slimane Chikh. OPU, Alger 1981

L'Accord FLN-PCA...
de Hafid Khatib. OPU, Alger, 1990

■ La représentation des enjeux économiques visant à justifier aux yeux des Français la poursuite, par leurs gouvernements successifs, d'une guerre coloniale en Algérie, a fait appel alternativement ou simultanément à deux argumentations contradictoires

- l'Algérie ne peut assumer son indépendance et son développement que dans le cadre français.

- L'apport algérien est indispensable à l'économie française, et n'est garanti que par la présence française.

L'argumentation du premier type fait état de la sévérité des contraintes naturelles : aridité, érosion, pauvreté en ressources minérales, et surtout en énergie - argument évidemment mis à mal par l'"invention", à partir de 1954, des hydrocarbures algériens. La référence à l'incapacité attribuée aux Algériens, parce que "non-Européens" (et cela jusque dans un manuel paru chez Masson en 1984 !) d'exploiter leurs maigres ressources, sert à étayer la légende de "l'œuvre de la France" qui lui créerait un "devoir moral" à l'égard des colonisés.

L'argumentation du second type fait appel, non plus à "la tripe républicaine" et laïque, mais à l'appétit tout court des Français, y compris des ouvriers auxquels on fait valoir les "miettes" qu'on prétend leur reverser. Avant 1956, on évoque la part de l'Algérie dans le commerce extérieur de la France - un quart de son volume - comme si cette proportion était celle d'emplois subordonnés à la dépendance de l'Algérie. Après 1956, de plus en plus, on évoque le pétrole comme un acquis dont la France ne peut se passer. Un "plan Guy Mollet" imagine même une sorte de partage à l'israélienne réservant à "la France", outre les riches plaines colonisées d'Oranie et d'Alger, un "couloir pétrolier" reliant à l'Oranie "française", héritière de l'Algérie de ce nom, le Sahara devenu l'enjeu essentiel de la guerre. Ces perspectives expliquent, mieux que la topographie le tracé des premiers oléoducs et gazoducs et la fortune future d'Arzew.

RÉALITÉS COLONIALES

Le système colonial n'a pas cessé d'appauvrir les Algériens sans pour autant enrichir les Français.

Ces deux discours sont aussi mensongers l'un que l'autre. La "présence française", loin d'être nécessaire à la vie économique de l'Algérie, a contribué au sous-développement du pays, sans pour autant contribuer à l'enrichissement global de la France. Les prélèvements opérés ont été transférés au grand capital français et à une minorité de la population coloniale qui lui était associée, aux frais de l'Etat métropolitain et de ses contribuables.

L'équilibre économique précolonial a été détruit par la déposssession des fellahs et la

aujourd'hui

L'AFRIQUE

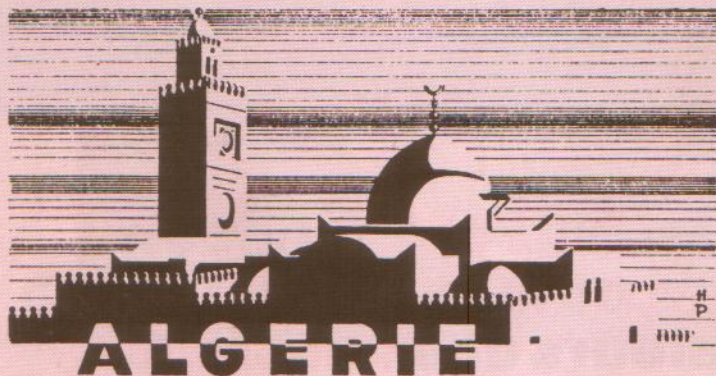
N°43-44

1992

50F

- 
- **SPÉCIAL ALGÉRIE 1962**
La guerre de libération
et la fin de l'ordre colonial
 - **L'Afrique en devenir**

LE CENTENAIRE DE LA CONQUÊTE DE L'ALGÉRIE



S. R. I. SECOURS ROUGE INTERNATIONAL
Section Française

100 ans d'esclavage en Algérie

L'impérialisme français va fêter, pendant six mois, le centenaire de la conquête de l'Algérie.

La clique des riches colons, des banquiers et des industriels, pour lesquels, pendant les dix-sept années de la conquête, le sang des Arabes et celui des prolétaires français coulèrent à flot, s'apprête à glorifier par des manifestations tapageuses l'expropriation, l'asservissement et la surexploitation de 6 millions d'indigènes paupérisés.

Lorsqu'ils ne sont pas incorporés de force dans l'armée bourgeoise ou envoyés dans les bagnes industriels de la métropole, les paysans algériens, frustrés de 6 millions d'hectares de leurs terres les plus fertiles, sont exploités sur place, dans les usines, les mines, les fermes ou les ports algériens pour parfois 10 francs par journée de 12 et 14 heures de travail.

L'Arabe paye des impôts multiples et écrasants (sans excepter celui du sang), mais les deux tiers de la fortune de l'Algérie sont accaparés par les colonisateurs dont le luxe humilie sa misérable condition.

Où sont les barbares ?

L'alcool, l'obscurantisme (600.000 enfants arabes sont sans école), la famine périodique et la répression, surtout la répression ! voilà les piliers de la civilisation de nos modernes pirates capitalistes !

L'indigène doit souffrir en silence. *Pos de droit de réunion, d'association, de voyage, de presse, de parole, d'opinion, d'instruction* pour lui, mais la trique, une administration brutale, le Caid cruel, des fonctionnaires corrompus, mais une juridiction qui consacre l'état de siège depuis un siècle : le Code de l'indigénat !

A bas le code de l'indigénat ?

Ouvrir une école, organiser un syndicat, refuser le travail qui n'est pas rétribué, enfreindre les innombrables et cruelles fantaisies du Code de l'indigénat, c'est risquer le séquestre collectif des biens, l'amende corporelle, l'internement, le bague !

L'ouvrier arabe qui ose organiser ses frères pour améliorer leur sort « attente à la souveraineté de la France ». Il est jeté au droit commun dans l'immonde forteresse turque de Barberousse, jugé à huis clos et exilé dans le désert meurtrier.

Deux années de déportation au Sahara à l'indigène Issaad pour avoir appartenu en France à un syndicat. Marouf, militant de la C.G.T.U., est enfermé depuis neuf mois à Barberousse, où il fut rejoint par nos camarades Saïte et Torrecillas, deux travailleurs révolutionnaires européens frappés eux aussi parce qu'ils entendaient défendre les intérêts communs des ouvriers blancs et indigènes.

Les colonialistes préparent la fête de leurs rapines nord-africaines, mais les exploités coloniaux ripostent par des grèves algériennes importantes; ailleurs, ils manifestent dans la rue (Madagascar) et se révoltent même (Indochine).

Les travailleurs français, qui paieront les 100 millions de frais de cette fête, et qui ont déjà payé, avec du sang et de l'argent, le coût des brigandages coloniaux, doivent s'unir aux masses opprimées en effervescence, le renforcement de la puissance coloniale du capitalisme ne pourrait qu'alourdir leurs propres chaînes.

Travailleurs métropolitains et coloniaux, dressez-vous contre la tromperie du centenaire !

Exigez avec le SECOURS ROUGE INTERNATIONAL :

La libération des emprisonnés politiques aux colonies et en France ;

La suppression du code de l'indigénat ;

La liberté aux colonies du droit syndical, de réunion, de grève, de presse, d'indépendance des colonies, etc...

SOUTENEZ LES MOUVEMENTS !

LA SECTION FRANÇAISE DU S. R. I.

Adhères au S. R. I.
Adhésion, 2 fr. - Cotisation mensuelle, 1 fr.

Abonnez-vous à "LA DÉFENSE"
6 mois, 4 fr. - 1 an, 7 fr. 80

Paris 1931 Exposition Coloniale

Il pleut sur l'Exposition coloniale (...)

Les Pénitents Les Rois Fainéants Les Sénégalais
L'automobile du Roi du Caoutchouc

L'Exposition coloniale

L'anneau dans le nez de la Religion catholique

Les hosties de la Défense nationale

Fétiches fétiches on te brûle si tu fais

la nique à des hommes couverts de sabres et dorures

et l'outrage aux magistrats dans l'exercice de leurs fonctions

L'anneau dans le nez de la Troisième République

l'enfantement obligatoire

Il faut des soldats à la patrie

L'Exposition coloniale

Palmes pâles matins sur les Iles Heureuses

palmes pâles paumes des femmes de couleur

palmes huiles qui calmez les mers sur les pas d'une
corvette

charmes des spoliations lointaines dans un décor édénique

De nouvelles Indes pour les insatiabilités d'Indre-et-Loire

De nouvelles Indes pour les perversités du Percepteur

et le Missionnaire cultive une Sion de cannes à sucre

tandis que le nègre Diagne élevé pour la perspective à la
dignité ministérielle

administrative admirablement massacrés et massacres

sous l'égide du coq tricolore ô Venise

Othello la nuit n'est plus noire

aujourd'hui malgré les illuminations modernes

Les bourreaux chamarrés parlent du ciel inaugural

de la grandeur de la France et des troupeaux d'éléphants

des navires des pénitenciers des pousse-pousse

du riz où chante l'eau des travailleurs au teint d'or

des avantages réservés aux engagés volontaires de l'infante-
rie de marine

du paysage idéal de la baie d'Along

de la loyauté de l'indigénat chandernagorique

Soleil soleil d'au-delà des mers tu angélises

la barbe excrémentielle des gouverneurs

Soleil de corail et d'ébène

Soleil des esclaves numérotés

Soleil de nudité soleil d'opium de flagellation

Soleil du feu d'artifice en l'honneur de la prise de la Bastille

au dessus de Cayenne un quatorze juillet

Il pleut il pleut à verse sur l'Exposition coloniale

Aragon

Persécuté persécuteur 1931